Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
N°554 du 27 Novembre 2017
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Lutte contre le blanchiment d'argent :

Le ministre Sani Yaya invite les acteurs à une sérieuse coopération internationale et sous régionale P.5

Le ministre Sani Yaya

14è Foire Internationale de Lomé : P.5

Ouverture officielle ce matin

LA CRISE DANS L'ÉDUCATION ET L'AVENIR DES ÉLÈVES:

A quand la fin des perturbations des cours ? P.2

PROJETS PRIORITAIRES ET CRÉATION D'EMPLOIS :

L'expertise de l'Institut Tony Blair très sollicitée P.6

LANCEMENT DU SITE INTERNET DE LA CNSS :

Une nouvelle plate-forme pour informer les partenaires sociaux et le grand public P.5

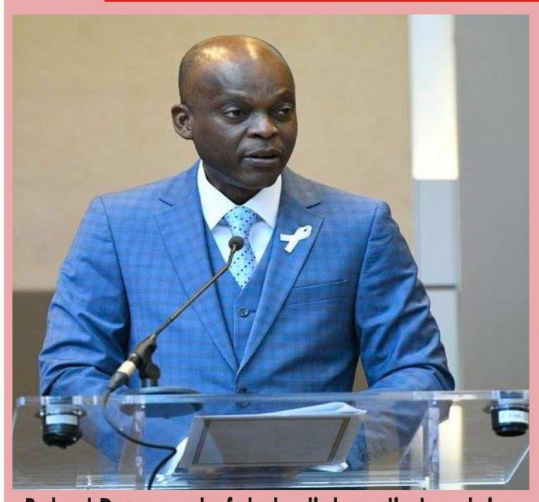
Le Togo placé sur la voie du développement

Faure lance une ferme agricole à Lama-Tessi et communie avec les populations de Tchaoudjo p3

Pose de la 1ère pierre à Lama-Tessi

Faure en communion avec les populations de Tchaoudjo

34e session ministérielle de la francophonie à Paris :



Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

Les économies nouvelles au cœur des échanges P4

Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- **PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#**

2- **PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

La crise dans l'éducation et l'avenir des élèves:

A quand la fin des perturbations des cours ?

L'école togolaise semble être prise en otage depuis ces derniers temps par des mouvements de revendications des enseignants. Les mouvements d'humeur se succèdent au fil des ans sans aucune solution durable. Cette année encore où tout le monde s'attendait à une reprise normale des cours à la rentrée, c'est toujours aux mêmes débrayages des cours des enseignants qu'on assiste. La raison reste toujours la même : des incompréhensions entre syndicats de l'éducation et gouvernement.

Des élèves (Photo archives)

Le gouvernement dit avoir consenti beaucoup d'effort dans la résolution des revendications enseignantes alors que les organisations syndicales parlent de fausses promesses.

D'après les sources proches des syndicats de l'éducation, les principales revendications qui expliquent les mouvements de grève actuels sont les suivantes :

- L'obtention de la copie du statut particulier remise au Premier Ministre ;
- L'ouverture des discussions sur le taux et les montants de la prime unique à accorder aux enseignants ;
- Le lancement d'un concours de recrutement à l'intention des enseignants volontaires à intégrer dans la fonction publique…..

Les enseignants, selon nos informations, estiment que l'adoption et la mise en application de statut particulier de l'enseignement devraient être chose faite avant la rentrée conformément aux promesses faites par le gouvernement.

Depuis la rentrée, la majorité des élèves a déjà été privée de plus de 15 jours de cours au moment où l'année scolaire avance avec des examens de fin d'année qui s'approchent à grands pas.

Le grand mal dans la situation qui prévaut dans le secteur de l'éducation est qu'une partie des élèves suit régulièrement les cours au moment où d'autres sont privés d'enseignants dans les salles des classes. Cette injustice prend beaucoup plus d'ampleur au fur et à mesure que les mouvements de grève durent dans le temps.

Des informations en notre possession précisent que depuis quelques jours, le Conseil National de Dialogue Social (CNDS) initie des rencontres avec les différentes parties dans cette crise en vue d'une approche de solution. Mais pour l'heure, aucune issue n'est encore trouvée.

Les dernières informations renseignent qu'un courrier a été envoyé au premier ministre en fin de la semaine dernière comme l'a demandé l'autorité elle-même. Ledit courrier solliciterait auprès du premier ministre la copie de la dernière version du statut particulier de l'enseignement et l'ouverture rapide des discussions pour régler la question de la prime unique.

Les mêmes sources indiquent que la réponse du gouvernement est attendue dans la semaine et un nouveau mot d'ordre de grève serait déposé en cas de non satisfaction. Mais la question qui reste toujours posée est de savoir quel sort réservé aux élèves dont les enseignants cessent le travail en temps de grève.

C'est en cela qu'il faut vite contribuer à vite mettre fin à cette perturbation organisée dans le monde scolaire pour garantir une éducation de qualité pour tous.

La Rédaction

Le Togo placé sur la voie du développement :

Faure lance une ferme agricole à Lama-Tessi et communie avec les populations de Tchaoudjo

Depuis quelques semaines, le président de la république Faure Gnassingbé s'est engagé dans une série de lancement de projets de développement dans presque tous les coins et recoins du pays. Dapaong, Atakpamé, Kpalimé et Blitta, chacun de ces préfectures en a bénéficié soit d'un projet d'éclairage électrique ou agricole par endroit. La dernière sortie en date du chef de l'Etat est celle de Lama-Téssi dans la préfecture de Tchaoudjo. Faure Gnassingbé y a procédé au lancement d'une ferme agricole moderne. Le président de la république très attaché à la paix et à la cohésion de toutes les populations du Togo a profité de l'occasion pour s'entretenir avec toutes les couches sociales qui composent la préfecture de Tchaoudjo.

Le Président Faure Gnassingbé dans le Togo profond

Pose de lapremière pière à Lama-Tessi

Tchaoudjo, rappelons-le a été le théâtre d'évènements tristes que notre pays a connu lors des récents mouvements politiques. Le président Faure Gnassingbé a rassuré toute la population de Tchaoudjo avec laquelle il a sympathisé et échangé en symbiose.

Faure Gnassingbé aux Affaires sociales de Sokodé...

Avec cette visite du chef de l'Etat à Tchaoudjo, il n'est fait aucun doute que l'accalmie totale ainsi que la sérénité regagnera cette localité. Dans sa simplicité et sa ferme volonté, il a eu des échanges fructueux avec les forces vives de la population. L'accueil chaleureux qui lui a été réservé est gage du retour à la sérénité.

Lancement de la ferme agricole moderne à Lama-Téssi

C'était dans la matinée du 25 Novembre dernier que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a procédé au lancement des activités de la première ferme agricole moderne Egypto-togolaise à Abatchang (FAMETA) à lamatessi. A son arrivée sur le site, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a été accueilli par une foule en liesse. Cet engouement à l'adresse du numéro 1 Togolais témoigne de la parfaite adhésion de la population à sa politique de paix et d'ouverture.

Cette première ferme agricole lancée officiellement par le chef de l'Etat est le fruit de coopération entre l'Egypte et le Togo. Elle contribuera à coup sûr au renforcement de la recherche agricole, à l'amélioration de la productivité agricole et à la formation des producteurs et agents de vulgarisation.

Dans son allocution, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est félicité de la coopération Egypto-togolaise dans le domaine agricole. Il a saisi cette opportunité pour appeler les populations de Tchaoudjo au calme et à ne pas céder à la violence. Parlant de la crise sociopolitique qui secoue le pays depuis plus trois mois, le président Faure Gnassingbé a déclaré en substance " il est temps que les choses se normalisent à Sokodé et dans le pays. Et chacun doit y contribuer "

...des dégâts.

La Ferme Agricole Moderne Egypto-togolaise d'Abatchang est une ferme moderne qui s'étend sur une superficie de 150 hectares dotée d'infrastructures agro-pastorales, d'aménagements hydro-agricoles et d'aquaculture, de zone d'expérimentation et de production végétale. Dans cette ferme, il a été prévu également des unités de transformation comme l'huilerie, la fromagerie et la laiterie avec pour production cibles le blé, le maïs, le riz, le soja et les vaches laitières.

Le coût total de ce projet est estimé à un milliard de FCFA financé par les gouvernements togolais et égyptien. C'est un projet qui dénote de la volonté du chef de l'Etat de doter chaque région du pays de pôles de développement économique.

Echanges entre Faure Gnassingbé et la population de Sokodé

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, après le lancement de la ferme agricole à Lamatessi, s'est rendu à Sokodé où il a échangé avec les forces vives de la population. " Il est temps de s'opposer à la violence. J'exhorte les citoyens de toutes obédiences à contribuer au retour à la quiétude à Sokodé et dans notre pays tout entier " a lancé le chef de l'Etat à l'endroit de la population.

Le président Faure Gnassingbé a ensuite échangé avec les imams et les cadres de la localité. Ce qui l'a rassuré que le Togo reste indivisible. Après avoir visité les infrastructures détruites lors des manifestations de l'opposition, le président Faure Gnassingbé a exprimé ses sentiments de tristesse. "Les dégâts des violences qu'a connues cette ville naguère paisible m'attristent profondément et ne sauraient laisser aucun citoyen indifférent ", a-t-il déclaré en substance.

...évaluer l'empleur....

Le Chef de l'Etat a aussi reçu les chefs traditionnels qui ont apporté des contributions pour le retour au calme. Il a ensuite discuté avec des femmes et des jeunes très enthousiasmés qui ont témoigné des aspirations qui nécessitent de se mettre à l'œuvre pour la construction de la nation togolaise.

En tant que président de la république et en bon père de famille, Faure Gnassingbé a écouté toutes les forces vives de la population de Sokodé avec la ferme conviction de voir cette localité reprendre normalement ses activités sans ambages. "Ce qui se passe à Sokodé nous fait tous de la peine et nous en sommes tristes. Ce n'est pas le temps de pointer du doigt telle ou telle personne, tel ou tel responsable ". Mais Faure Gnassingbé est convaincu que, c'est ensemble que nous devons rechercher les solutions. Pour finir, il a émis le vœu que les choses se normalisent à Sokodé. " Il est temps pour que les conditions soient créées pour cette normalisation et, pour cela chacun doit y contribuer" a-t-il terminé.

Lors de cette visite, Faure Gnassingbé s'est agréablement prêté à une séance de Selfies imposée par les jeunes de Sokodé. Cette visite du chef de l'Etat à Sokodé est un signal fort qui témoigne une fois encore de sa disponibilité à être à l'écoute de son peuple.

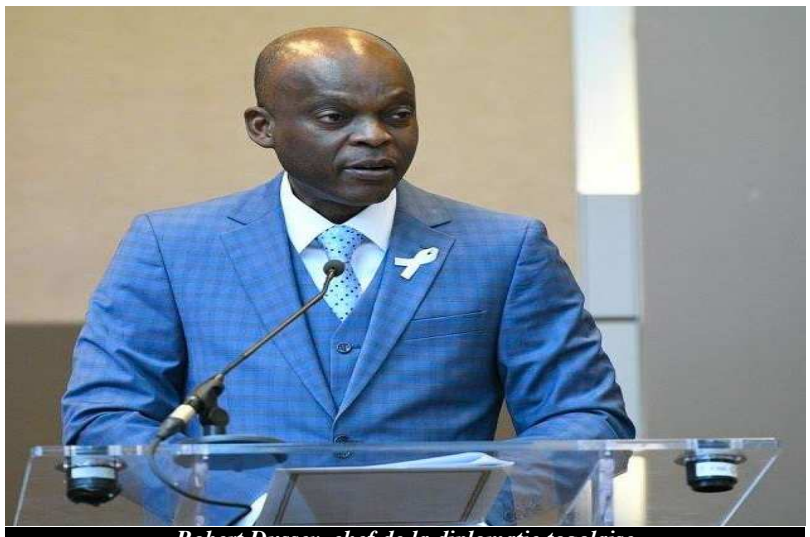
En président rassembleur, Faure Gnassingbé s'est rendu dans cette localité pour exprimer toute sa compassion aux victimes des violences enregistrées lors des manifestations politiques. Par sa présence aux côtés des populations de Sokodé, le chef de l'Etat jette ainsi les bases de la cohésion sociale, de la concorde nationale, d'une paix durable et du développement intégral.

Tchagnao

34e session ministérielle de la francophonie à Paris :

Les économies nouvelles au cœur des échanges

La 34e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie s'est tenue samedi et dimanche derniers à Paris.



Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

Photo de famille des participants

Le thème retenu, pour cette rencontre de grande envergure est : " Les économies nouvelles : économie bleue, économie verte - nouveaux moteurs de création de richesse, d'inclusion sociale et du développement durable ".

Après des témoignages de jeunes entrepreneurs impliqués dans les économies verte et bleue et des discussions sur la thématique, les ministres ont procédé à l'examen de différents points à l'ordre du jour, notamment les questions d'actualité politique et économique.

Le ministre togolais des Affaires étrangères le prof Robert Dussey, dont le pays devait accueillir cette conférence, est intervenu samedi pour faire part de son émotion. " Je prends la parole car, en lieu et place du froid parisien, nous aurions eu droit à l'enthousiasme chaleureux et tropical de Lomé, ville qui devait initialement accueillir les travaux de la conférence ministérielle ", a déclaré le chef de la diplomatie togolaise à l'ouverture de la session.

Le prof Robert Dussey s'est ensuite félicité du thème choisi qui exprime l'harmonie par une croissance partagée, l'harmonie par un développement durable et responsable.

Un projet de résolution sur les économies bleue et verte adopté lors de la session a été introduit par le Togo. Le ministre Dussey n'a pas manqué d'évoquer certaines priorités de la francophonie. " Le droit au développement des peuples francophones du monde et le développement humain sont au cœur des priorités de notre institution ", a souligné le chef de la diplomatie togolaise.

Il a également expliqué que les économies nouvelles, l'économie bleue et l'économie verte, pouvaient aider nos pays à sortir des pans entiers de nos populations francophones de ce que Pierre Bourdieu a appelé la +misère du monde + en leur octroyant la capacité et les opportunités pouvant leur permettre de transformer leurs conditions d'existence.

Ces nouvelles opportunités sont des vecteurs de paix et de développement, qui, dans un monde en proie à des convulsions devront marquer significativement les prochaines décennies.

Les espaces terrestres, aériens et maritimes dans l'espace francophone sont porteurs d'atouts innombrables dont l'exploitation mesurée permettra de relever de manière substantielle le niveau de vie de l'humanité. Les économies nouvelles, en définitive ont l'avantage d'être diversifiées, inclusives et reposant sur les bases solides, créatrices d'emplois, de valeur ajoutée et moins destructives de l'environnement.

" C'est donc dans la dynamique des économies bleue et verte que se trouvent les réponses concrètes aux problèmes quotidiens de chômage, de précarité, de pollution, d'insécurité etc. En effet, nous ne cesserons de le répéter, la paix et la stabilité dans le monde sont tributaires de l'amélioration des conditions de vie des milliards d'âmes qui y vivent ", a indiqué Robert Dussey.

Le ministre togolais des affaires étrangères a fini son intervention en saluant "la solidarité agissante de la Francophonie et de sa secrétaire générale, Michaëlle Jean aux côtés du Togo dans la recherche de solution à sa crise actuelle".

Il a transmis la gratitude du peuple togolais pour les démarches effectuées par la Francophonie en vue du règlement consensuel de la crise politique au Togo. Le sommet de la Francophonie aura lieu l'année prochaine en Arménie.

Elom

Lutte contre le blanchiment d'argent :

Le ministre Sani Yaya invite les acteurs à une sérieuse coopération internationale et sous régionale

Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Sani Yaya a participé à Abuja au Nigeria, à la réunion biannuelle du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) qui dépend de la CEDEAO.

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

La plénière du GIABA est une assemblée d'experts composée de représentants des États membres, de partenaires au développement et d'observateurs de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

'La fuite des capitaux et les flux financiers illicites (FFI) qui font partie du fléau du blanchiment des capitaux présentent des opportunités manquées pour générer des revenus dont nos Etats ont tant besoin pour financer des secteurs clés de l'économie de l'Afrique de l'Ouest, lutter contre la pauvreté et investir dans la protection sociale', a souligné le ministre Sani Yaya, invitant à une coopération internationale et sous régionale accrue.

Selon certaines estimations, les FFI en provenance d'Afrique s'élèveraient à plusieurs dizaines de milliards par an. D'autres études estiment que ces pertes représentent environ le double de l'aide publique au développement (APD) que l'Afrique reçoit et, bien entendu, ces estimations sont bien loin de la réalité vu que des données précises n'existent ni pour toutes les transactions ni pour tous les pays africains.

Les mesures engagées dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visent à prévenir l'utilisation abusive du système financier. Leurs modalités consistent principalement à détecter et communiquer les flux financiers suspects, à en confisquer le produit et à sanctionner les coupables, a rappelé le ministre.

Certes, la coopération s'est développée entre Etats et via le GAFI (Groupe d'action financière), mais il reste du chemin à parcourir pour veiller à ce que les systèmes financiers accompagnent la croissance économique sans s'exposer à une utilisation abusive, a indiqué Sani Yaya.

Et pour être plus efficaces, les Etats membres de la CEDEAO doivent mener leur action sur trois fronts.

Intensifier la lutte contre la corruption et la fraude fiscale à grande échelle, encourager la mise en place de moyens plus performants pour combattre le financement du terrorisme et réfléchir aux moyens de contrer la fraude qui se développe en profitant des nouvelles technologies.

M. Yaya a également mis en garde contre le fait que les grandes banques internationales pourraient être tentées de réduire leurs activités de correspondants bancaires avec des établissements locaux fragiles afin de limiter le risque de contrevenir aux règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux. Une situation qui pourrait compromettre les échanges économiques dans un certain nombre de pays africains.

Lynda Dalikou

Nouvelle OPINION
Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien
Diretceur de Publication:
El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr
Secrétariat de la Rédaction:
Agbékponou Junior
Rédacteurs :
Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Dalikou Lynda A.
Imprimerie:
IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.
Tirage :
2.000 exemplaires

14è Foire Internationale de Lomé :

Ouverture officielle ce matin

La 14ème Foire Internationale de Lomé qui a démarré le vendredi 24 novembre dernier au Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-Lomé) à Togo 2000 ouvre officiellement ces portes ce matin. " Le numérique au service des affaires ", est le thème retenu pour l'édition de cette année. Un thème qui permettra aux opérateurs économiques de booster leurs chiffres d'affaires en un temps record et d'avoir une forte productivité.

Kuéku Banka Johnson, Directeur du CETEF

Un stand en finition

La foire internationale de Lomé se présente aujourd'hui comme un cadre idéal de promotion des produits et services, de contacts d'affaires, d'échanges, et de recherches de partenaires commerciaux. C'est une manifestation de promotion commerciale qui se tient tous les ans dans la capitale togolaise notamment à la fin du mois de novembre et début décembre.

C'est également une occasion où tous les opérateurs économiques saisissent l'opportunité pour faire la promotion de leurs entreprises et de leurs produits.

La Foire internationale de Lomé demeure un lieu de rendez-vous d'achat, de vente et de recherche d'emplois. Considérée comme l'activité commerciale la plus importante de la sous-région, les grandes entreprises, les sociétés, les grossistes et détaillants n'ont pas manqué de se tailler un stand au niveau des différents pavillons et tout autour de ces pavillons.

Pour l'édition de cette année, des opérateurs économiques sont encore venus de tous les coins du monde. En dehors des pays de la sous-région, on dénombre l'Afrique du Nord notamment l'Egypte qui a pris la plus grande surface pour une vingtaine d'opérateurs. D'autres opérateurs venus d'Italie, du Pakistan, de l'Inde, de l'Iran, seront également de la partie. La plus grande particularité de cette édition, c'est le thème avec un accent particulier qui sera mis sur le numérique. Le Directeur de CETEF Kuéku Banka saisira cette occasion pour susciter un dynamisme dans le secteur du numérique. Pour que ce dynamisme puisse prendre corps, Kuéku Banka a employé des grands moyens pour mettre le numérique au premier plan tout au long de la Foire.

C'est ainsi qu'il a fait de tel sorte qu'en entrant dans la foire, que l'on puisse déjà découvrir les facilités qu'offre le numérique. Pour éviter cette histoire de queue à l'entrée, il a signifié qu'ensemble avec les partenaires, ils feront en sorte que le paiement de l'accès au site se fasse grâce au numérique à travers les transferts d'argent.

Signalons qu'un espace dédié au numérique comptera une quarantaine d'exposants surtout des jeunes du secteur qui montreront ce qu'ils font en matière de développement des applications.

Enfin, il y aura aussi des panels qui présenteront les différents aspects du numérique, comment une entreprise peut en profiter.

Des animations, des conférences pour mieux présenter les produits, des rencontres d'affaires qui permettront à deux entreprises, un offreur et un demandeur de services, de se rencontrer pour la première fois et de nouer des relations d'affaires. Toutes ces opportunités s'offriront à tous les opérateurs économiques durant cette 14ème édition.

L'aspect culturel n'est pas à oublier aussi avec les concerts qui se feront sur le site. Même pour les enfants, des espaces de jeux, une bibliothèque pour les enfants et même une bibliothèque numérique pour enfants a été prévue.

Elom

Lancement du site internet de la CNSS :

Une nouvelle plateforme pour informer les partenaires sociaux et le grand public

Optimiser l'information et la sensibilisation de ses partenaires sociaux (employeurs et travailleurs) ainsi que le grand public sur les droits et obligations essentielles en matière de sécurité sociale, est la nouvelle vision de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

La table d'honneur au lancement

Cette vision a amené les premiers responsables à créer un site web pour rendre plus prospère les activités de la boîte. C'est dans ce sens que le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative, Gilbert BAWARA a procédé le vendredi 24 novembre 2017 au lancement officiel de ce site internet qui est le " www.cnsstogo.tg ". C'est une initiative qui s'inscrit dans la démarche de qualité des services engagée depuis un moment par la Direction Générale dans le but de performer l'appareil de production et de renforcer la communication au plan institutionnelle.

Etaient également de la partie Madame le Directeur Général de la CNSS-Togo, Ingrid AWADE, le Commissaire des Impôts à l'Office Togolaise des Recettes (OTR), Adoyi Essowavana, et autres éminentes personnalités qui sont des partenaires privilégiés de la CNSS du Togo.

De nos jours avec l'ère de la mondialisation, il est primordial pour toute entreprise qui veut avoir un bon résultat en fin d'exercice, d'informer son public cible via internet. Un pas que vient de faire la CNSS en se dotant d'une nouvelle identité numérique qui est le " www.cnsstogo.tg ".

C'est un site dynamique qui a été conçu dans le respect de la charte graphique de l'institution et qui donnera en temps réel des informations au public et qui permettrait à la CNSS d'être plus proche des partenaires sociaux, de ses assurés et de ses employés dans le but de leur offrir un service de qualité.

C'est également un site qui fera office de vitrine pour la diffusion des informations et des campagnes de sensibilisation des activités de la CNSS.

D'après le Directeur de l'Information de l'Organisation des Systèmes à la CNSS, Mondjonesso ABIY, ce site est doté de plusieurs rubriques en fonction des utilisateurs et de leurs besoins. Les services offerts en ligne sont répertoriés selon le compte du client dans les livres de la CNSS. Il a expliqué qu'à travers ce site, un travailleur ou un assuré, a droit à la consultation de son compte, à la simulation de sa pension, aux réclamations diverses et aux demandes d'attestation individuel.

En plus de tout ce qui précède, viennent s'ajouter les services de télé déclaration nominative des rémunérations (Télé DNR) et la demande de quitus social. Pour cette nouvelle vision de la CNSS, le Directeur Général a, dans son mot de bienvenue exprimé sa gratitude au gouvernement par l'intermédiaire du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative pour son soutien et son accompagnement dans la modernisation et la performance de leur service.

Signalons au passage que la CNSS pour en arriver à cette création de son site internet, a fait d'autres bons remarquables surtout en matière de réduction des délais de liquidation des dossiers techniques, d'accueil et de communication qui se font de façon efficace en interne que externe.

Ce sont des initiatives saluées par le ministre Gilbert BAWARA, qui par la même occasion a profité pour féliciter le Directeur Général et tout son personnel pour la qualité de leur service et surtout pour la création d'une page web qui selon lui permettra le développement d'une bonne relation en terme d'information entre les clients, les partenaires et leur institution.

Kodjovi

Mieux lutter contre le trafic de stupéfiants et de la drogue :

Les administrations douanières de la sous-région outillées par les experts de l'OMD

" La reconnaissance des produits stupéfiants, l'initiation à l'analyse de risque et au ciblage ainsi que l'utilisation du CENcomm et de l'I-24/7 " est le thème qui a permis aux administrations douanières d'être outillés dans la lutte contre le trafic de stupéfiants et de la drogue. Initié par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) en collaboration avec l'Office Togolais des Recettes (OTR), cet atelier sous-régional qui s'est déroulé du 20 au 24 novembre dernier à l'hôtel ONOMO a regroupé les agents des douanes des pays africains, des caraïbes et du Proche-Orient.

La tabled 'honneur lors de l'atelier

Aujourd'hui dans le monde et dans certains pays de la sous-région, le phénomène de trafics des produits stupéfaits et surtout de la drogue devient de plus en plus récurrent du fait de l'existence de certaines zones passoirs au niveau des ports et aéroports. Une inquiétude qui préoccupe l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) dans la mesure où elle entraine des dysfonctionnements au niveau de l'économie de ces Etats. Remédier à ce fléau, reste une vision de l'OMD et des autres administrations douanières pour une stabilité de l'économie.

D'où la tenue de cet atelier COCAIR VI, session Afrique qui a pour objectif de renforcer les capacités des agents des douanes venus de divers administrations dans le but d'Intercepter les expéditions de cocaïne et autres drogues, de détecter les passagers à risque élevé, d'identifier les organisations criminelles impliquées dans les trafics, et enfin de recueillir des informations utiles.

Tout en s'inscrivant dans cette dynamique, " I Op2ration COCAIR VI " compte mettre en réseau les services de police et d'Interpol, avec huit unités de contrôle : cellules Aéroportuaires Anti-trafics (CAAT) qui sont placées dans les aéroports du Cap-Vert, du Sénégal, du Mali, du Togo, du Benin, du Ghana, du Nigéria et enfin du Cameroun. Raymond Sylvain, chargé du programme de lutte contre le trafic de drogue et des produits stupéfiants à l'OMD, a de son côté souligné la nécessité d'inscrire les bonnes pratiques dans le long terme.

Selon lui, ces pratiques permettront aux administrations douanières d'être plus performantes dans le contrôle des flux commerciaux et dans les opérations sécuritaires. Il a enfin rappelé les enjeux de l'OMD qui sont entre autres la communication opérationnelle, l'interconnexion entre les administrations douanières de différents pays, afin de prendre de vitesse les trafics illicites.

A l'ouverture de cet atelier, le commissaire des impôts Adoyi Essowavana représentant le commissaire général a félicité et salué l'engagement des formateurs ainsi que des différents participants venus d'horizons divers de l'Afrique qui contribuent à faire du continent un patrimoine de paix et de sécurité.

Agbé

Projets prioritaires et création d'emplois :

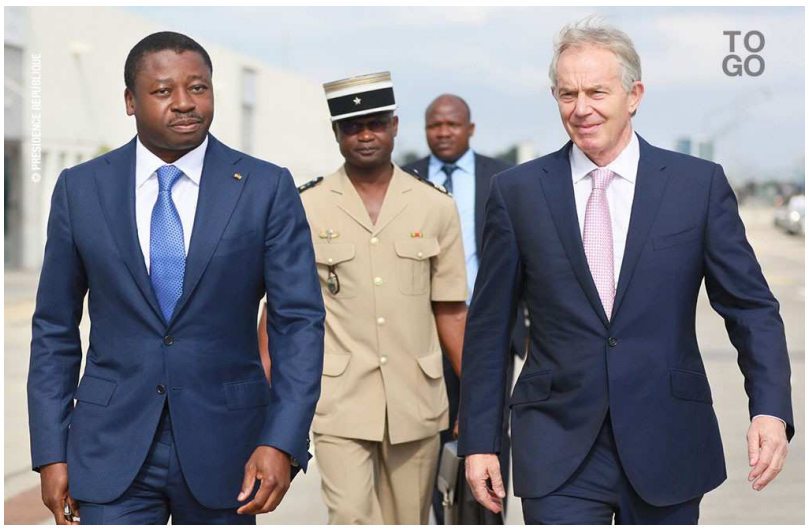
L'expertise de l'Institut Tony Blair très sollicitée

Le Conseil des Ministres du 23 novembre dernier a adopté un décret portant création, attributions et fonctionnement de la cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires. L'objectif est de pouvoir réaliser davantage de projets qui contribueront au bien-être des populations togolaises. Ceci s'inscrit dans la continuité des efforts déjà entamés par le gouvernement togolais.

Par la mise en place de cette Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des Projets Prioritaires, le gouvernement, avec en première ligne le Président de la République, souhaite suivre au plus près les projets prioritaires déjà en cours de réalisation et veiller à une meilleure exécution de ceux à venir, en développant " des outils et méthodologies de pilotage et d'exécution des projets ".

La cellule présidentielle s'assurera en outre de la visibilité des résultats obtenus et veillera à ce que ces résultats aient réellement un impact sur la population. Ces projets permettront de créer des milliers d'emplois décents sur les cinq prochaines années dans divers secteurs productifs de l'économie.

Le gouvernement a requis à cet effet la collaboration du Tony Blair Institute, créé par l'ancien Premier Ministre britannique. Ce dernier a récemment effectué, en compagnie du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, une tournée dans la partie septentrionale du pays pour s'enquérir des besoins des populations, s'informer des initiatives privées et s'imprégner des réalités locales. Tony Blair et son équipe avaient déjà fait, à plusieurs reprises, le déplacement de Lomé pour mener des études.



Faure Gnassingbé et Tony Blair

Pour en savoir plus, le Tony Blair Institute s'emploiera à la formation des jeunes talents togolais et interviendra dans les projets d'investissements prioritaires, la réalisation de réformes visant à améliorer le climat des affaires et l'opérationnalisation de la cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires.

La Rédaction

Sensibilisation du CJD Et MJP sur le terrain d'Adéwi :

Les premiers responsables invitent la jeunesse à préserver la paix

Le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) et le Mouvement des Jeunes pour la Paix (MJP) ont depuis le début de la crise sociopolitique que traverse le Togo sillonné certains quartiers de Lomé pour des séries de sensibilisation sur la notion de paix qui est le socle de tout développement économique. Une paix qui selon eux a été bouleversée par l'organisation des séries de manifestations de rue qui ont causé du tort à la jeunesse togolaise et qui ont fragilisé le tissu économique et semé le doute dans la tête de certains investisseurs qui ont avorté leur déplacement vers le Togo.

C'est une situation que le CJD et ses associations sœurs comptent remédier dans l'optique de ramener la confiance perdue à travers leur tournée de sensibilisation. C'est dans ce cadre qu'ils étaient le samedi 25 novembre sur le terrain d'Adewi. On notait la présence des premiers responsables du collectif et d'autres associations, les jeunes du quartier qui ont fait le déplacement en grand nombre pour écouter le message.

L'objectif de cette sortie médiatique des premiers responsables c'est d'inviter la population d'Adéwi en particulier les jeunes à préserver la paix et la quiétude en cette période de crise que traverse le Togo. Ils ont eu à relever des désagréments qui ont causé du tort à certains Togolais qui ne se sont pas inscrits dans la même dynamique de revendication politique. Des désagréments que ces regroupements ont condamnés fermement. Ils ont également expliqué qu'une chose est de réclamer, mais que cette réclamation soit faite dans la légalité et le respect et non dans la destruction de biens publics.

Pour eux, la meilleure voie possible pour obtenir gain de cause est de saisir l'opportunité de dialogue offerte par le Chef de l'Etat Togolais, Faure Gnassingbé, pour résoudre les questions légitimes des réformes constitutionnelles et institutionnelles. Un point qu'il a encore réitéré lors de sa visite de travail et d'amitié chez son homologue de la Côte-D'ivoire. Cette démarche du chef de l'Etat a été saluée par les membres du CJD et du MJP.

Ils ont eu au cours de leur meeting, à attirer l'attention de la population d'Adéwi et surtout de la jeunesse togolaise

Suite à la page 7

Deux trafiquants de peaux de pythons royaux condamnés à 24 mois de prison dont 14 avec sursis

La Chambre Correctionnelle du tribunal de première instance de Lomé a condamné, mercredi 15 novembre 2017, ADAMOU Mohamed et KOLEGAIN Ablam à 24 mois de prison dont 14 avec sursis, et à payer une amende d'un million de FCFA chacun pour commerce illégal de peaux de pythons royaux, espèce protégée. A titre de dommages et intérêts, ils ont été aussi condamnés chacun à payer une somme de 2 (deux) millions de FCFA, à la partie civile qui est le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF).

Ce type d'action juridique cadre parfaitement avec la vision de collaboration entre le MERF et le réseau EAGLE-Togo qui s'active dans l'application des lois fauniques dans de nombreux Etats africains.

ADAMOU Mohamed et KOLEGAIN Ablam, deux trafiquants de nationalité togolaise ont été arrêtés en flagrant délit, le 19 avril 2017 à l'Hôtel Excellence sis au quartier Tokoin-Trésor à Lomé, par les éléments de l'Office Central de Répression contre le Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB), alors qu'ils s'apprêtaient à livrer à un individu sans d'autres précisions d'identité, 782 peaux fraîches de pythons royaux d'un poids total de deux cent dix-neuf virgule trente-six (219,36) kilogrammes.

Une perquisition effectuée à leurs domiciles par les agents de l'OCRTIDB a permis de saisir chez le sieur ADAMOU Mohamed, une peau fraiche de python de séba.

Les présumés reconnus coupables des faits, appartiennent à des réseaux de dealers avérés dans ce commerce illégal d'espèces protégées. La détention, la circulation et la vente des espèces protégées sont interdites par l'article 62 alinéas 1 et 2 de la Loi sur l'environnement : "Les espèces animales et végétales endémiques, rares ou menacées d'extinction ainsi que leurs milieux naturels font l'objet d'une protection renforcée. L'exploitation, la commercialisation et l'exportation de ces espèces animales et végétales protégées sont réglementées"

Les peines encourues pour cette infraction sont fixées par l'article 761 du nouveau code pénal : "La destruction et la commercialisation, directe ou indirecte, sans droit d'espèces animales ou végétales protégées en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des conventions internationales auxquelles la République du Togo est partie est punie d'une peine d'un (1) à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million (1000.000) à cinquante (50) millions sans préjudice de toute autre disposition du présent code"

Le trafic des espèces fauniques contribue énormément à l'extinction de nombreuses espèces animales mais va bien au-delà de la destruction de la biodiversité. Ses conséquences touchent également la paix, la sécurité ainsi que l'intégrité des Etats et les conditions de vie des populations dans tous les pays de l'Afrique. C'est la quatrième activité illégale, selon le CITES, la plus importante au monde après le trafic des stupéfiants, la contrefaçon et le trafic d'êtres humains. Par ailleurs, les espèces sauvages font partie intégrante des préoccupations des hommes et jouent un rôle crucial dans le processus écologique et biologique essentiel à la vie. Elles jouent également un rôle de premier plan dans le domaine scientifique, notamment dans la mise au point des produits pharmaceutiques, et contribuent à faire prospérer l'économie d'une Nation.

Contacts : rens@eagle-enforcement.org, www.eagle-togo.org

Sensibilisation du CJD Et MJP sur le terrain d'Adéwi :

Les premiers responsables invitent la jeunesse à préserver la paix

Suite de la page 6

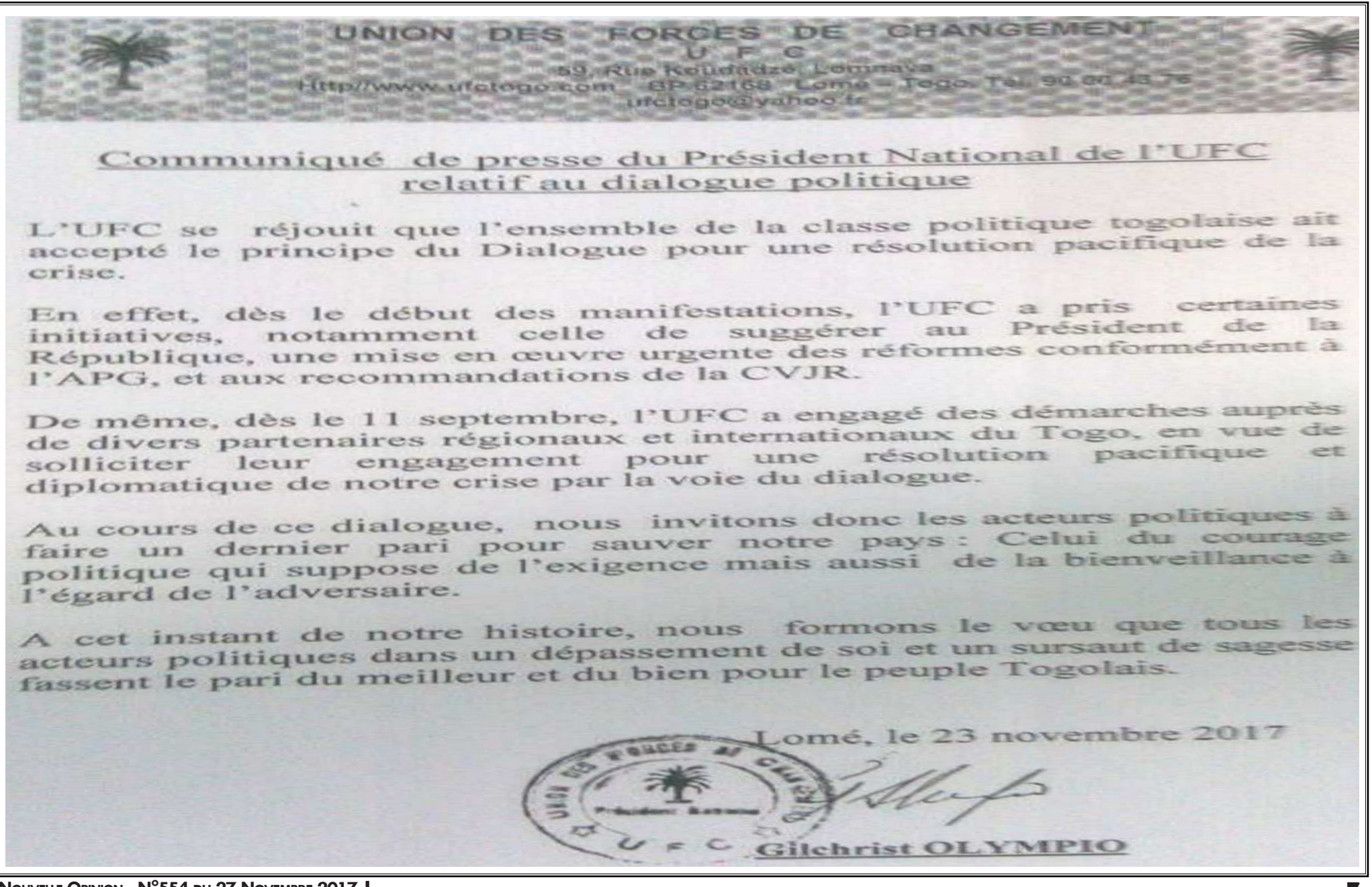
sur l'usage négatif qui est fait des réseaux sociaux. C'est ainsi que Mme Médissa Sama, du MJP a rappelé à cette jeunesse qui constitue la relève de demain d'être responsable quand elle se retrouve dans les réseaux sociaux.

Pour elle, cette crise a fait circuler et continue de faire circuler des messages politiques manipulateurs qui constituent une menace pour la paix. Elle a invité la jeunesse à bien faire la part des choses pour la préservation de la paix et pour l'avancée de l'économie nationale prônée par le Chef de l'Etat Faure GNASSINGBE.

Une vue de l'assistance

Tour à tour, elle a été appuyée dans ses mots par d'autres membres de la Coordination du CJD qui ont appelé les jeunes Togolais à prendre l'engagement pour ne pas céder aux provocations pour la préservation de la paix.

Junior



UNION DES FORCES DE CHANGEMENT
U F C
59, Rue Kolodzé, Lomnava
Http://www.ufctogo.com BP 62168 Lomé – Togo Tél. 90 00 43 76
ufctogo@yahoo.fr

Communiqué de presse du Président National de l'UFC relatif au dialogue politique

L'UFC se réjouit que l'ensemble de la classe politique togolaise ait accepté le principe du Dialogue pour une résolution pacifique de la crise.

En effet, dès le début des manifestations, l'UFC a pris certaines initiatives, notamment celle de suggérer au Président de la République, une mise en œuvre urgente des réformes conformément à l'APG, et aux recommandations de la CVJR.

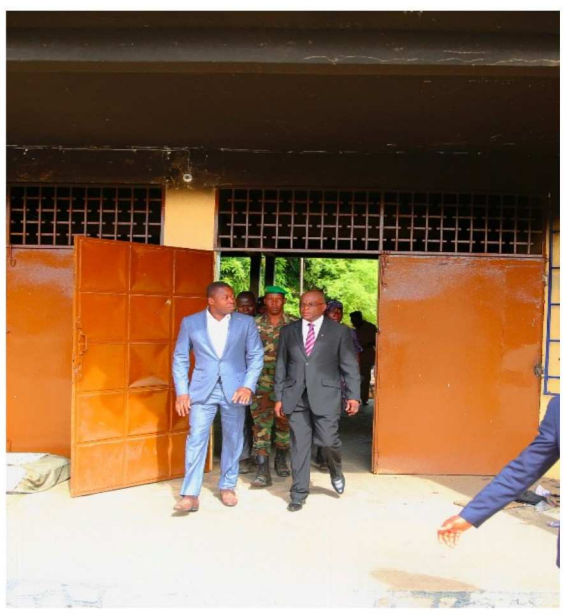
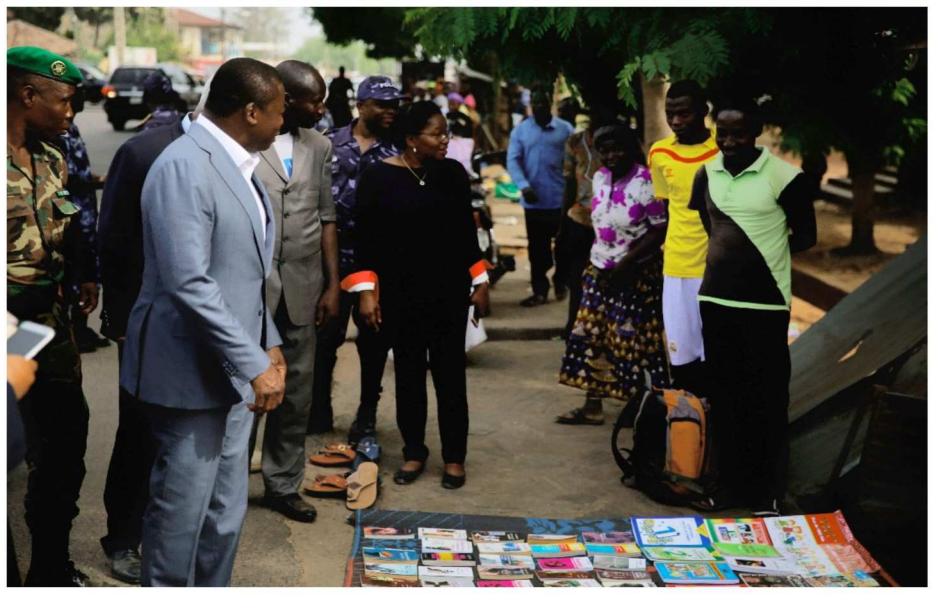
De même, dès le 11 septembre, l'UFC a engagé des démarches auprès de divers partenaires régionaux et internationaux du Togo, en vue de solliciter leur engagement pour une résolution pacifique et diplomatique de notre crise par la voie du dialogue.

Au cours de ce dialogue, nous invitons donc les acteurs politiques à faire un dernier pari pour sauver notre pays : Celui du courage politique qui suppose de l'exigence mais aussi de la bienveillance à l'égard de l'adversaire.

A cet instant de notre histoire, nous formons le vœu que tous les acteurs politiques dans un dépassement de soi et un sursaut de sagesse fassent le pari du meilleur et du bien pour le peuple Togolais.

Lomé, le 23 novembre 2017

U F C

Gilchrist OLYMPIO

Les temps forts du Président Faure Gnassingbé à Lama-Tessi et à Sokodé, en images